

## Carrol (Alison), The Return of Alsace to France (1918-1939)

Oxford, Oxford University Press, 2018, 230 p.

François Igersheim

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3901>

DOI : [10.4000/alsace.3901](https://doi.org/10.4000/alsace.3901)

ISSN : 2260-2941

### Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

### Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2019

Pagination : 431-433

ISSN : 0181-0448

### Référence électronique

François Igersheim, « Carrol (Alison), The Return of Alsace to France (1918-1939) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 145 | 2019, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3901> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3901>

---

**CARROL (Alison), *The Return of Alsace to France (1918-1939)*, Oxford, Oxford University Press, 2018, 230 p.**

« *This is the story of a borderland in transition* ». « Borderland », « transition », dès l'incipit, l'ouvrage est présenté avec sa thèse. En 230 pages, A. Carrol, parcourt les vingt années de l'histoire de l'Alsace entre les deux guerres qu'il faut bien appeler « tragique ». Elle l'ordonne par thèmes, avec le risque de brouiller la chronologie d'une histoire mouvementée. Après avoir évoqué – bien rapidement –, la période du *Reichsland* et son héritage, elle aborde la période de la réintégration, armistice, traité de Versailles, « épuration » par les expulsions et les triages, commissariat général, conseils consultatifs et commission d'Alsace et de Lorraine de la Chambre et du Sénat, concordat et statut scolaire local et les luttes scolaires de 1924 et de 1936, réintroduction des lois françaises et maintien d'une partie de la législation allemande baptisée locale ; la vie politique : partis alsaciens et élections, autonomisme, *Volksfront* et Front populaire. Est bien mis en relief que cette vie politique se déroule en allemand et que ces débats sont largement centrés sur le local. Impasse étonnante cependant sur l'immédiat avant-guerre, avec la crise de Munich, la Nuit de Cristal, l'accord Bonnet-Ribbentrop, et l'activité des « *appeasers* alsaciens » de tous bords : jamais l'Alsace, « sous le feu des canons allemands », n'avait été si dépendante de sa position de glacis frontalier de l'Allemagne. Puis l'auteure aborde la réintégration économique, séquestres, crise viticole, période de transition avec l'Allemagne, crise des années 30. C'est là qu'elle place une partie syndicalisme et grèves (1919-1920, 1934-1936). Les liens entre syndicalisme et politique en Alsace, l'importance des mouvements sociaux qui définissent les *Heimatrechte* auraient sans doute imposé un autre choix. Et en général, la charge sociale que comportent les luttes linguistiques n'est pas assez soulignée.

Ce récit est suivi de deux chapitres suggestifs. Le premier « *Reimagining Alsatian Identities* » qui traite des conflits linguistiques et scolaires, de la presse et du théâtre et du cinéma, avec les interdictions de représentation des troupes et des films allemands des batailles autour des cérémonies et fêtes publiques (Quatorze juillet, Premier mai) des expositions – on retient l'expo hygiène de 1923, l'exposition coloniale de 1924. Le second chapitre est intitulé « *The border landscape* » qui veut retracer comment le paysage du pays frontière a été « défini, inventé et réinventé après 1918 », espace de conflits avec sa nouvelle frontière franco-allemande, espace décrit par les écrivains et les guides touristiques,

où les toponymes trouvent ou retrouvent leurs dénominations françaises, et où les fortifications des villes sont désormais désaffectées, les rues et places voient des monuments disparaître et de nouveaux prendre – ou tenter de prendre – leur place, au gré d'intenses batailles politiques et des majorités changeantes.

Historienne de l'Alsace confirmée, A. Carrol, maîtresse de conférence à l'université Brunel de Londres, fait là une synthèse de ses travaux antérieurs. Sa position de thèse avait paru dans la *Revue d'Alsace* en 2011 (<https://journals.openedition.org/alsace/1299>). L'Alsace a volontiers été choisie par les jeunes historiennes et historiens anglo-saxons comme champ d'enquête « d'histoire croisée » ou de terrain privilégié des « transferts culturels », concepts mis au point par les « civilisationnistes germanistes » français. Les Anglo-saxons préfèrent le terme « *Borderland studies* ». L'auteure s'en était expliquée dans un article paru en 2012 dans la *Revue d'Alsace* (<https://journals.openedition.org/alsace/1627>). Elle soulignait qu'« une préoccupation-clé de l'historiographie des régions frontalières et relations transnationales est de dépasser les limites de l'État-nation. Ainsi, la région frontalière devient une catégorie d'analyse historique ». A. Carrol y revient dans l'introduction de son *Return* : « le cas de l'Alsace souligne que les frontières peuvent être à la fois un lieu privilégié pour l'articulation des différences nationales et une zone de transition où les identités sont particulièrement fluides » (p. 17). Elle tente de distinguer les différents sens du mot *border* : frontière, limite – avec sa ligne et ses douaniers – et le pays frontière de la France et de l'Allemagne, mais dans son récit elle passe – trop fluidement ? – d'une conception étroite – tous les Alsaciens seraient des navetteurs – à une conception plus large d'un « *borderland* » entièrement déterminé par sa position géographique, par les apports successifs des États français et allemands, et par les rapports franco-allemands – *cross border flows* –, ce qui n'est pas la même chose que les héritages franco-allemands – *past existence* – (p. 208). Certains passages prêtent à confusion : le faible nombre d'Alsaciens parlant français en 1919 est dû aux « *long standing connections between Alsace and the communities across the Rhine* »... (p. 145).

A. Carrol insiste pourtant sur les vues communes des partis alsaciens, sur la définition des institutions comme alsaciennes plutôt qu'allemandes... (p. 95), en d'autres mots, pas étrangères, mais françaises (p. 72) [le droit local]. Et surtout elle met bien en relief le conflit permanent entre les conceptions de l'administration française, qui ne

supporte ni cet héritage « germanique » ni cette langue « étrangère » aux « Français de l'Intérieur ». Mais les hommes politiques « de l'Intérieur » de gauche comme de droite ne sont pas de reste : pour eux la remise en cause de la centralisation est « anti-nationale et pro-allemande » (p. 95), et ils n'admettent pas « le fédéralisme » des conceptions régionalistes des Alsaciens. Ceux-ci en sont prévenus dès 1920 avec le rejet de la loi sur les Conseils régionaux d'Alsace par la Chambre bleu horizon, sort qui sera celui de tous les projets de régionalisation ultérieurs déposés par les députés alsaciens. De ce fait, l'ouvrage somme toute bien documenté d'A. Carrol est une bonne introduction à l'histoire de l'entre-deux-guerres en Alsace, malgré quelques lacunes bibliographiques, qui ne sont pas toutes dues au délai que l'éditeur a mis pour le publier. C'est aussi un bon exposé de la recherche anglophone sur l'Alsace, de ses problématiques et de ses résultats.

François Igersheim

*Strasbourg 1918-1924 : le retour à la France (= catalogue d'exposition des Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, du Musée historique de Strasbourg et du Musée Tomi Ungerer), Barr, Le Verger éditeur, 2018, 126 p.*

Il est de coutume pour les Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg d'accompagner chaque nouvelle exposition de la publication d'un catalogue, souvent richement illustré d'une documentation puisée dans leurs propres fonds. L'exposition « Strasbourg 1918-1924, le retour à la France » ne déroge pas à la règle.

Le présent volume s'inscrit judicieusement dans la continuité de celui publié à l'aube du Centenaire de la Grande Guerre, en 2014, qui couvrait les années de guerre [CR dans *RA* n° 141, 2015], et présente une compilation de huit contributions variées. La première met en perspective l'iconographie produite dans ce contexte de transition en vue de consolider la représentation d'une Alsace tricolore. Une mise au point sur les cartes de rationnement nous rappelle ensuite leur apparition en temps de guerre pour maîtriser tant bien que mal les effets des pénuries en produits de première nécessité. Au sortir de la guerre, la réorganisation des chaînes d'approvisionnement prend du temps, si bien que la disparition des cartes est échelonnée jusqu'en septembre 1921. La